

le monde libertaire

EDITORIAL

La presse a découvert un nouveau jeu pour la quinzaine à venir : mettre à nu les états d'âme du « peuple de gauche », aujourd'hui déçu par les années Mitterrand.

Ce « sport », qui passera de mode d'ici peu, met à nu les déceptions d'électeurs prompts à être bernés. « On nous a trahis ! » s'exclament-ils naïvement. Pourtant, il suffisait de regarder le parcours politique de l'heureux élu, de se pencher sur les prestations passées de la vieille SFIO de l'entre-deux guerres ou des années 50 pour ne point s'illusionner. Mais il est vrai que le citoyen actuel est peu curieux de la chose politique.

Les grandes espérances collectives refoulées au profit du culte de l'égoïsme réussite individuelle, c'est tout un univers socialiste porté par des décennies de luttes sociales qui s'atténue. Le travail méthodique d'élaboration des lendemains qui chantent s'est perdu au profit de l'esbrouffe, du coup politicien pratiqué par des carriéristes, issus de grandes écoles.

Les carriéristes ont beau jeu. Tout le monde rechigne dans son coin, mais personne n'est capable de se secouer pour donner aux choses un nouveau cours. Certes, des initiatives alternatives existent, mais force est de constater leur caractère aléatoire et par trop éphémère. A côté d'une masse de citoyens ronchons, mais somme toute assez satisfaits de leur sort, se situent d'autres citoyens, prompts à mettre en route des initiatives. Hélas, même là, l'intérêt collectif est négligé au profit du seul intérêt personnel. Au sein de l'alternative la gloriole trouve sa place. Chacun travaille dans son coin, par souci de conserver d'illusoires prérogatives. Résultat : malgré les meilleurs sentiments, la scène alternative piétine - nous l'avons vu, notamment, lors d'une guerre du Golfe, que l'on a pu empêcher, car on ne s'en est pas vraiment donné les moyens. Malgré la mort des idéologies, l'esprit de secte, ce caporalisme bien senti, est par trop vivace et encourage à la désunion. Par exemple, ce 1^{er} Mai fut encore une triste journée de désunion syndicale - pour ne pas dire de désertion - et de parade pour Le Pen. On le souligne pour l'occasion. Mais combien de fois, au quotidien, dans nos actes les plus simples, constate-t-on ce phénomène de désunion ?

La concertation, la clarté dans les tâches entreprises sont autant d'éléments qui doivent fonctionner en chaque occasion. Face aux politiciens par trop habitués à nous commander, face aux « tontonmaniques » de tous ordres, la capacité de dialoguer, et une concertation bien comprise de chaque instant doivent s'élaborer. De la cohésion d'un vaste mouvement d'ensemble naîtra un renouveau... Révolution, dites-vous ?

« Ni Dieu ni maître ! »... En se donnant une telle devise, les anarchistes ont voulu défendre le libre-arbitre de tout un chacun. La « tontonmanie » avec un tel slogan mis au goût du jour y perdrait, à n'en pas douter, de sa faconde.

T2137 - 827 - 10.00 F



MITTERRAND 1981 - 1991

Dix ans qu'on ne sème plus !

Dix ans ! Voilà dix ans que François Mitterrand est installé au pouvoir. Dix ans que la situation n'a guère varié. Où est passé le « socialisme » que certains nous promettaient ? On s'en serait douté, le 10 mai 1981, il s'est envolé.

Nous ne ferons pas ici le portrait d'un homme. Nous laissons cela aux hagiographes, tontonmaniques et autres mordus du culte de la personnalité. Mais l'occasion est trop belle pour ne pas profiter du 10^e anniversaire de Mitterrand au pouvoir pour, nous aussi, et à notre manière, faire le bilan du « socialisme », façon rose au poing !

10 mai 1981, François Mitterrand, vieux briscard de la politique, ancien ministre, accède au pouvoir après vingt-trois années de règne d'une droite devenue insupportable pour une courte majorité d'électeurs français. Les amateurs du bulletin de vote, le « peuple de gauche », se débarrasse ainsi du trio

infernale : De Gaulle, Pompidou, Giscard. Tous les rêves sont permis. Ce sera l'état de grâce... Il ne durera guère longtemps.

10 mai 1991, François Mitterrand est toujours là. D'autres monstres attendent impatiemment que la place se libère : Rocard, Le Pen et quelques rescapés de la mouvance gaulliste. Le « peuple de gauche » se cherche. Il est « orphelin » (1). Son père Noël était une ordure. Le réveil est brutal. Cela ressemble plutôt à un coma prolongé, un réveil impossible après un état de grâce suspect (de passivité !).

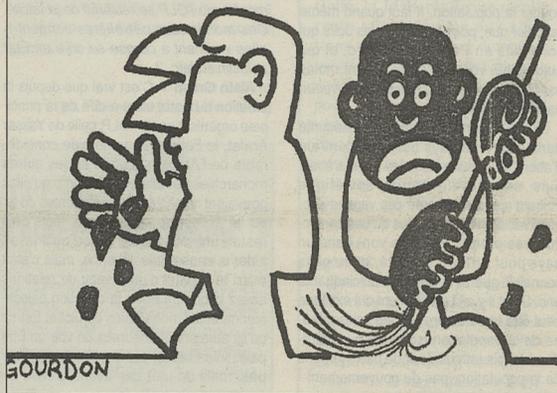
En dix ans, le « grand dessein » de la gauche « s'est réduit à conduire les affaires aussi bien, sinon mieux, que la droite » (2). Les illusions sont perdues. Les murs se sont effondrés. La gauche-caviar, la gauche-Tapie, et les fausses factures ont fait leur « révolution ». Les amateurs de « grands soirs » et de la délégation de pouvoir ne savent quoi faire. Que faire ?

Les riches sont toujours plus riches, les pauvres plus pauvres. « Dieu », lui-même, s'en est inquiété quelques mois

(suite page 8)

Dix ans qu'on sème !

Dix ans que je balaie.



TOGO

Soulèvement pour en finir avec le sergent-marmiton Eyadéma

A l'heure où le peuple togolais expose les cadavres de ses martyrs devant les ambassades occidentales, le Monde libertaire s'est entretenu avec Andoch Nutepe Bonin, écrivain, conférencier et interprète, qui fut contraint de louer ses services pendant trois ans au sanguinaire dictateur du Togo. Cette expérience lui a permis d'analyser en profondeur les ressorts du système et la personnalité du tyran. Il a ensuite fui son pays et a rédigé un livre qui sert aujourd'hui d'outils aux jeunes insurgés (1). Andoch Nutepe Bonin est aussi un spécialiste de l'Afrique, qu'il a tousjours sillonnée et le porte-parole du Parti populaire pour la démocratie et le développement.

ANB : Le Togo a été indépendant jusqu'en 1884, quand un émissaire du kaiser allemand y était venu pour signer un accord de protectorat avec le roi Mlapa III. Ce protectorat s'est transformé en colonie par la force des armes. Après la Première Guerre mondiale, le pays a été confié par mandats à la Société des Nations à la France et à l'Angleterre. Il a été scindé en deux avec une partie rattachée à la Gold Coast.

ML : Le cheminement vers l'indépendance a-t-il revêtu un caractère particulier du fait de ce statut ?

ANB : En 1941, Sylvanus Olympio a créé le premier parti politique d'Afrique noire, le Comité de l'Unité togolaise, qui a réuni des Togolais de toutes origines et qui a très tôt réclamé l'indépendance, qui devait se faire par référendum sous le contrôle des Nations-Unies.

A la conférence de Brazzaville du 5 février 1944, le général de Gaulle déclara que les pays africains sous administration française n'obtiendraient jamais leur indépendance ni même leur autonomie. Le lendemain, le peuple togolais fit une manifestation monstre dans les rues de Lomé. Déjà en 1936, il y avait eu des soulèvements contre des enfants du pays qui se posaient en élite et que la population estimait trop favorables à l'occupant. Même à l'époque allemande, des déportations avaient sanctionné les révoltes.

En 1956, le CUT a dit non à la loi-cadre Defferre, qui devait accorder une certaine autonomie aux pays africains. La France a brutalement réagi. Sylvanus Olympio était intervenu à l'ONU pour exiger un référendum séparé, qui eut lieu le 27 avril 1958, cinq mois avant le référendum de la « com-

munauté franco-africaine ». La France l'avait accepté car elle prévoyait de le trucher. Mais le Ghana, déjà indépendant, désirait fusionner avec le Togo pour former le noyau de l'unité africaine. Aussi Nkrumah a soutenu le CUT et a empêché le truchage du scrutin.

« Les Européens disaient être allés en Afrique pour une "mission civilisatrice", mais leurs efforts de civilisation s'étaient surtout accomplis sur les produits agricoles. »

ML : Comment les colons ont-ils rentabilisé leur présence ?

ANB : Les Européens disaient être allés en Afrique pour une « mission civilisatrice », mais leurs efforts de civilisation s'étaient surtout accomplis sur les produits agricoles. On trouve partout en Afrique des instituts de recherche sur le coton, sur l'arachide, sur le cacao, sur le café, mais jamais sur le maïs, sur le mil, sur le plantain, dont le peuple se nourrit. Lors d'un récent colloque à Paris, on nous disait que le café, dont l'Afrique se

finance, ne se vendrait bientôt plus car des instituts font des recherches pour donner à la lentille, cultivée en Europe, le goût du café. Les participants ont alors versé des larmes de crocodile sur le café africain. Un jeune agro-généticien guinéen a demandé quelle aide pourrait apporter les chercheurs africains à ces instituts pour empêcher le café africain de se vendre de se vendre. Si le café ne se vendait plus, on cultiverait du mil, du sorgho, dont la population se nourrirait. Mangeant à sa faim, celle-ci pourrait participer à la réflexion sur le développement. Le café se cultive en Afrique, il est bu en Europe et les fonds ne viennent jamais chez nous. Ainsi s'accroît le déficit commercial de nos pays.

ML : Les journalistes français ont tendance à réduire la question togolaise à un conflit entre le nord et le sud du pays, justifiant implicitement la dictature.

ANB : Le soit-disant antagonisme nord-sud au Togo a été inventé par les journalistes français payés considérablement par le régime (2). En 1963, après l'assassinat du président Olympio, l'armée, composée de militaires du nord, a brutalisé des gens et incendié des maisons au sud comme au nord. Le tribalisme avait été encouragé par

(suite page 4)

« La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh

Le lundi 18 mars 1991 Radio-Libertaire a diffusé une interview d'Alain Gresh dans l'émission « La guerre qu'on voit danser... », créée dès le lendemain des opérations militaires en Irak. Voici la suite et fin de cette interview. Alain Gresh, journaliste au Monde diplomatique, est l'auteur, avec Dominique Vidal, journaliste à la Croix, d'un ouvrage de référence, Golfe, clefs pour une guerre annoncée, paru aux éditions du Monde.

Radio-Libertaire - Peut-on affirmer maintenant qu'Israël, et le Likoud en particulier, cherchent à diaboliser l'OLP pour éviter toute perspective de négociation au Proche-Orient ?

Alain Gresh - Encore une fois je dirais que tous les gouvernements de la région profitent de la guerre... Les gouvernements arabes pour empêcher la démocratie, et le gouvernement israélien, en particulier le gouvernement de M. Shamir, parce que c'est un moyen pour lui de justifier l'occupation de la Cisjordanie et la bande de Gaza, afin d'accélérer les implantations de colonies et éventuellement demain de s'étendre vers la Jordanie. Donc, il y a effectivement une utilisation consciente par le gouvernement israélien du conflit avec les Arabes pour souder la population. Il faut quand même rappeler que, pour la plupart, les Juifs qui sont allés en Palestine d'abord, et qui aujourd'hui vont en Israël, y vont moins par conviction sioniste que pour trouver un havre de sécurité.

En fait, ce sont les éléments d'insécurité dans différents pays d'Europe centrale d'abord, et ensuite dans les pays arabes, puis ensuite en Union soviétique aujourd'hui, qui ont créé ces vagues successives d'émigration, plus qu'une conviction très profonde. Or, ils vont dans un pays pour être en sécurité, et ce pays connaît la guerre depuis plus de cinquante ans. Donc il y a là un élément qui explique peut-être le caractère un peu schizophrène de la population israélienne, c'est-à-dire à la fois un vrai désir de paix - je parle de la population, pas du gouvernement -

parce qu'ils n'en peuvent plus, parce que leurs parents ont fait la guerre, eux ont fait la guerre, leurs enfants sont en train de faire la police dans les territoires occupés ; il y a vraiment un sentiment que cela ne peut plus durer, et en même temps la conviction que la paix est impossible - ce sur quoi joue le gouvernement - donc il faut être toujours les plus forts, il faut s'armer encore plus, etc. Si on n'arrive pas à résoudre cette contradiction, je crois qu'on va vers des catastrophes, non seulement dans la région, mais aussi pour les Israéliens.

Radio-Libertaire - L'OLP était soutenue jusqu'à une date récente par les monarchies pétrolières, lesquelles soutenaient également les fondamentalistes islamiques : il y a là un paradoxe, dans la mesure où l'OLP se réclame de la laïcité. Ces monarchies pétrolières tiennent-elles vraiment à ce que se crée un Etat palestinien laïc ?

Alain Gresh - C'est vrai que depuis la création du Fath, c'est-à-dire de la principale organisation de l'OLP, celle de Yasser Arafat, le Fath a reçu une aide considérable de l'Arabie saoudite et des autres monarchies pétrolières. C'est vrai qu'elles pouvaient ne pas être très contentes de tel ou tel aspect de sa politique, mais cela restait une obligation, parce qu'il fallait aider la cause palestinienne, mais c'était aussi le résultat d'un réseau de relations assez important entre la direction palestinienne et les monarchies du Golfe. Est-ce qu'ils auraient été heureux de voir un Etat palestinien laïc et pluripartite, sans doute pas, mais en tout cas avant la crise du

Koweït, ce mécontentement ne pouvait pas se traduire concrètement par une opposition à l'OLP. Il pouvait se traduire, par contre, pour un pays comme le Koweït, par une aide à d'autres mouvements palestiniens, les mouvements fondamentalistes de Hamas, dans les territoires occupés, c'est-à-dire l'aile militante des Frères musulmans.

Radio-Libertaire - On a dit qu'il y avait eu un accord tacite entre les mouvements palestiniens et les monarchies pétrolières, ces dernières finançant les Palestiniens et les Palestiniens ne remettant pas en cause le statut de superprivilegié des pétromonarchies...

Alain Gresh - Il y a eu un débat interne chez les Palestiniens après la guerre de 1967, qui se résumait en fait dans l'alternative suivante : certains pensaient, comme Georges Habache, que la révolu-

tion palestinienne passait par les capitales arabes, c'est-à-dire qu'il fallait d'abord renverser les gouvernements pour créer les conditions de la libération de la Palestine ; d'autres, comme le Fath, pensaient qu'il fallait en fait s'accommoder des réalités arabes, que les Palestiniens ne pourraient pas la changer, qu'il fallait obtenir un maximum d'aide de ces Etats arabes. C'est cette seconde option qui a finalement prévalu, il faut dire que c'était la seule réaliste du point de vue des Palestiniens, qui ne sont que quatre millions, qui ne sont pas implantés massivement partout, dont on voit mal comment ils pourraient être les ferments révolutionnaires du monde arabe. Cela me semble une chose assez utopique, du fait de leur situation. Cela a amené les Palestiniens, à beaucoup de compromis. Il faut quand même noter qu'ils n'ont pas beaucoup de choix : le fait qu'une partie importante des Palestiniens vit à l'extérieur dans des conditions précaires, le fait que leurs bureaux soient dans les pays arabes, les rend très dépendants, attentifs à toutes les pressions qu'ils peuvent subir, et Dieu sait si les gouvernements arabes, les uns après les autres, ont essayé de faire pression sur l'OLP.

« Je dirais que tous les gouvernements de la région profitent de la guerre... Les gouvernements arabes pour empêcher la démocratie, et le gouvernement israélien parce que c'est un moyen de justifier l'occupation de la Cisjordanie... »

Radio-Libertaire - Précisément, l'OLP a été expulsée de Beyrouth en 1983. Elle s'est installée en 1985 à Tunis où ils ont été bombardés par les Israéliens, ensuite ils ont été accueillis par l'Irak qui a mis à leur disposition des locaux, des casernes, une station de radio, un hélicoptère... Cela ne mettait-il pas l'OLP sous la dépendance de l'Irak, ce qui expliquerait les positions pro-Saddam prises par Arafat ?

Alain Gresh - Il y a deux éléments d'explication. Il y a le fait que la base palestinienne était favorable à Saddam Hussein, elle était favorable surtout parce qu'elle avait l'impression qu'il allait aider à

résoudre la question palestinienne. C'était une illusion, mais c'était comme ça. La seconde raison, comme vous dites, est que l'OLP est très dépendante des Etats qui l'accueillent. Avant, elle disposait d'une certaine autonomie, d'abord en Jordanie entre 1967 et 1971, et ensuite au Liban de 1971 à 1982-83 ; mais à partir de cette période, elle a été véritablement aux mains des gouvernements qui l'accueillaient. Cela a créé de grandes difficultés, et surtout vis-à-vis de l'Irak, le seul pays qui accordait toutes facilités aux Palestiniens. Et même si Saddam Hussein n'a pas voulu faire pression sur l'OLP, cela crée forcément une situation de dépendance. On n'attaque pas les gens qui vous accueillent et qui vous offrent l'asile.

Radio-Libertaire - Ce qui n'empêchait pas un groupe comme Abou Nidal, implanté en Irak, d'assassiner les cadres modérés de l'OLP...

Alain Gresh - Bien sûr, mais là on retombe malheureusement sur la manière dont les gouvernements arabes successifs ont toujours manipulé la question palestinienne - ils essayaient à la fois d'avoir les bonnes grâces de l'OLP, et ils n'hésitaient pas à faire assassiner éventuellement des cadres palestiniens, à accueillir des groupes terroristes ; il y avait là une politique extrêmement ambiguë et dont la question palestinienne souffre depuis 1948. S'il y avait eu une position claire des Etats arabes sur la question palestinienne depuis le début, sans doute on aurait déjà résolu cette question. Mais comme il y a toujours eu une politique ambiguë, comme ils se méfient des Palestiniens, cela est très difficile pour eux.

Radio-Libertaire - L'Irak, c'est un pays dans lequel se trouvent environ 20% de sunnites arabes, 60% de chiites, 20% de Kurdes qui sont sunnites, mais pas arabes, sans parler des autres minorités, comment cette minorité de 20% a-t-elle pu réussir à prendre le contrôle du pays ?

« La rébellion qui a commencé dans le sud, c'est simplement le fait que le pouvoir s'est écroulé là, par l'ampleur des bouleversements américains, et ce n'est pas le fait que les chiites soient plus opposés à Saddam Hussein. »

Alain Gresh - C'est plus compliqué que cela... A travers les périodes successives de l'histoire de l'armée irakienne, et des luttes internes dans le parti Baas, petit à petit le cœur du pouvoir a été annexé par Saddam Hussein et sa clique.

Dans les mouvements qui se développent aujourd'hui, on a un peu trop tendance à les présenter comme des mouvements de chiites contre les sunnites, des Kurdes contre le pouvoir central, c'est plus compliqué. Il ne faut pas oublier que la population chiite pour une grande part je crois, se situe dans le cadre irakien normal, ils se considèrent comme des citoyens irakiens, ce qu'ils demandent souvent, c'est la démocratie en Irak, ce que demandent les Kurdes ce n'est pas l'indépendance, aujourd'hui en tout cas, c'est l'autonomie dans le cadre d'une démocratie irakienne. Donc, il faut éviter de présenter ces luttes comme des luttes religieuses ou nationales - elles ont bien sûr aussi une dimension nationale avec les Kurdes, religieuse avec les chiites, mais elles ont une dimension purement

politique. Ainsi, la rébellion qui a commencé dans le sud, c'est simplement le fait que le pouvoir s'est écroulé là, par l'ampleur des bouleversements américains, et ce n'est pas le fait que les chiites soient plus opposés que le reste de la population à Saddam Hussein. Je suis convaincu depuis longtemps que c'est un régime qui est très impopulaire, qui ne tient que par un fantastique appareil de répression et que si demain les sunnites ont l'occasion de manifester, ils le feront. Simplement il y a deux aspects, d'abord Saddam Hussein peut essayer de manipuler la peur des musulmans sunnites et des chrétiens qui sont quand même une fraction importante de la population, contre le danger chiite, et que d'un autre côté aujourd'hui c'est vrai que les Iraniens essaient de propulser des groupes qui se réclament de la révolution islamique et donc qui ont tendance d'une certaine manière à renforcer un certain nombre de gens autour de Saddam Hussein parce qu'ils ont peur de ce qui pourrait se passer, mais la lutte qui se développe aujourd'hui en Irak, c'est avant tout une lutte entre dictature et démocratie, et pas une lutte entre sunnites et chiites, ou entre sunnites et Kurdes.

Radio-Libertaire - Une dernière question : existe-t-il en Irak un sentiment national réel qui dépasse à la fois les différences ethniques et les différences religieuses ?

Alain Gresh - C'est difficile de répondre parce que c'est un pays qui a vécu très fermé pendant vingt ans, il y a eu beaucoup de massacres, mais ce qui frappe jusqu'à maintenant, c'est que finalement ces Etats très artificiels qui ont été créés, comme l'Irak avec une population chiite au sud, Kurde au nord, sunnite au centre, finalement ces Etats ont quand même réussi petit à petit à créer un sentiment d'appartenance nationale. Je crois que dans un cadre démocratique on pourra assister à une intégration nationale plus importante. La difficulté avec l'Irak - et là on revient au début de notre entretien - la manière dont les Etats-Unis ont détruit ce pays rend cette intégration plus difficile. Parce que quel que soit le pouvoir qui arrive maintenant à Bagdad, même s'il y a des élections, ce sera forcément un pouvoir faible parce que le pays est tellement détruit, tellement ruiné que, évidemment, il y a des risques d'effritement de l'autorité. C'est évidemment un problème qui risque de peser sur l'avenir de l'Irak...

Interview réalisée par René Berthier

N.B. : Golfe, clefs pour une guerre annoncée, Alain Gresh et Dominique Vidal, éditions du Monde, 1991. 310 pages, nombreux tableaux, cartes, chronologies. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 125 F (chèques libellés à l'ordre de Publico).

CATALOGUE 1991

Nous tenons à votre disposition le catalogue 1991 de la librairie du Monde Libertaire. Pour vous le procurer, il suffit d'en faire la demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

AUTOUR DU 1^{ER} MAI 1991

A la découverte du Père-Lachaise

AFFLUENCE moyenne en ce 1^{er} Mai lors de la manifestation convoquée par la Fédération anarchiste. Quatre à cinq cents personnes tout au plus. Un certain déficit par rapport à l'an passé. Il est vrai que contrairement à 1990, la FA n'avait organisé aucun colloque pour l'après-midi. Événement susceptible de ramener quelques dizaines de camarades de province à la manifestation du matin. Il est vrai aussi que, cette année, la guerre du Golfe a eu pour effet de renforcer la mobilisation en province (preuve s'il en est cet exemple puisé du côté de la région Sud-Est où se sont déroulées des manifestations libertaires à Marseille [150 personnes], Nice et Grasse [deux cortèges dans les Alpes-Maritimes, de mémoire d'anarchiste il faut remonter loin pour voir cela]). Il est vrai aussi que le temps parisien n'était guère au beau fixe. Malgré tout, les choses se sont passées comme convenu sur le parcours traditionnel Bastille-Père-Lachaise, en empruntant la rue de la Roquette. Pour l'occasion le mouvement libertaire était représenté dans son ensemble, comme le laissait entrevoir les différents vendeurs de la presse libertaire.

Outre le *Monde libertaire*, on pouvait acheter *Courant alternatif*, le *Libertaire*, *Noir et Rouge*, quelques « zines », dont *Sous la plage les pavés*, la presse pacifiste, notamment *Urgences pacifistes*, et les derniers nés de la presse libertaire : *L'Alternative libertaire* des Comités pour une alternative libertaire (CAL), et *Mordicus*. A noter aussi la vente, par une dizaine de copains belges, de leur propre *Alternative libertaire*, journal sans lien direct avec son homonyme français. Banderole de tête, camionnette-sono, drapeaux noirs... l'inventaire habituel était de mise. En fin de trajet, un heureuse surprise vint rompre avec la monotonie d'un 1^{er} Mai traditionnel, sur un parcours non moins tradi-

tionnel. En effet, les portes du cimetière du Père-Lachaise étaient ouvertes ; chose inhabituelle, car d'habitude on prenait soin de fermer à l'arrivée du cortège FA. Une bonne partie des manifestants a donc pu se rendre jusqu'au Mur des fédérés, où là dans une attitude de recueillement les militants et sympathisants libertaires écoutèrent une brève intervention de notre compagnon Yves Peyrault, rappelant le sacrifice des communards de 1871. L'intervention achevée, ce fut l'occasion pour certains camarades de découvrir le Père-Lachaise, et d'aller à la recherche de tombeaux d'hommes et de femmes « célèbres ». Outre les Jean-Baptiste Clément, Eugène Pottier et autres poètes, on peut voir, entre autres, dans ce cimetière la tombe de Blanqui, Victor Noir, du peintre Pissarro, le casier où reposent les cendres de Nestor Makhno et dans d'autres registres les tombes de Simone Signoret, Oscar Wilde, Jim Morrison, Musset, Gérard de Nerval, Balzac, ou encore celle du spiritiste Alan Kardec, qui est la plus fleurie avant celle de Jim Morrison, passablement graffitée... Outre les personnages défunts, le visiteur peut à loisir découvrir des tombeaux de diverses époques, de véritables chefs d'œuvres, qui pour certains ont une histoire, une particularité : le gisant de Victor Noir au menton, aux pieds et à la braguette lustrés (ne dit-on pas que des femmes stériles viennent sur ce dernier endroit y frotter une main dans l'espoir d'enfanter dans l'année qui suit ?) ; le tombeau-sphinx d'Oscar Wilde, aux organes génitaux sectionnés à coups de burin par deux bigotes anglaises, ceci un an après l'inhumation de l'écrivain...

Un bien agréable 1^{er} Mai, en vérité, qui permit non seulement de défiler de la façon la plus classique qui soit, mais aussi de pratiquer une sorte de tourisme social et historique des plus intéressants.

Claude Nepper

Sous le signe de la désunion syndicale

« Le 1^{er} Mai, c'est beaucoup plus qu'une commémoration et qu'un souvenir, même glorieux. C'est une occasion unique d'exprimer une volonté combative et unitaire des travailleurs du monde entier. »

Par ces quelques mots, exprimés à la va-vite, perché sur une camionnette, Henri Krasucki se veut rassurant. Il est vrai, ce 1^{er} Mai n'a pas rassemblé les foules, place de la République, à Paris. Heureusement les Kurdes et les Turcs étaient, eux, venus nombreux au rendez-vous. Pour le reste, militants et sympathisants CGT avaient préféré rester chez eux ou partir à la campagne !

Jean Kaspar a dit...

Une bonne occasion pour Jean Kaspar, leader de la CFDT, de faire entendre sa position : « Les salariés préférèrent passer le 1^{er} Mai en famille, plutôt que d'aller manifester (...). Il faut adapter les formes d'action à la réalité de notre temps ». C'est clair, le secrétaire général cégétiste ne descendra plus dans la rue, à l'occasion du 1^{er} Mai.

Et il est vrai, mises à part quelques manifestations significatives de pro-

vince, à Fourmies, à Strasbourg..., qu'ils étaient rares les militants CFDT à défiler en ce mercredi pluvieux.

Les déclarations de Jean Kaspar ont d'ailleurs scandalisé ses petits camarades. Louis Viannet, le futur grand chef de la CGT, a déclaré qu'il ne fallait pas confondre « le syndicalisme réformateur et le syndicalisme renouveau ». Plus méchant, Marc Blondel, pour FO, a répondu en ces termes : « La CFDT n'a pas à assumer l'héritage du 1^{er} Mai, qui ne fait partie de son histoire (...). Ces gens n'ont pas de passé et les gens qui n'ont pas de passé sont des aventuriers ». Bing ! Kaspar en a pris pour son grade. Et sa volonté de relancer, encore et toujours, son idée de « recomposition syndicale » devra attendre. En tout cas, elle ne se fera pas avec Blondel et Viannet...

Triste 1^{er} Mai donc, où seuls les leaders syndicaux ont occupé la place, laissant libre cours à leur démagogie ou à leur langue de bois habituelles. Espérons que les prochains rendez-vous auront une autre allure et que l'on oubliera un peu ces bureaucrates réformistes !

Alain Dervin

(gr. Pierre-Besnard de Paris)

1^{er} Mai de la CNT : La résignation est un suicide quotidien

Méto Barbès, il est 14 h. Quelques 500 personnes, militants et sympathisants, ont répondu à l'appel de la section française de l'Association Internationale des travailleurs (AIT). Drapeaux noir et rouge, un groupe de rock sur la plate-forme d'un camion, la manifestation emprunta les boulevards en musique et en slogans. Le cortège délaissa les traditionnels grands axes pour parcourir les rues populaires du 20^e arrondissement, qui purent entendre des slogans antiracistes, ou anti-Front national et lire les tracts de la CNT.

L.F.

(1^{er} CNT : 33, rue des Vignes, 75020 Paris.)

L'anti-sophisme radical en point de mire

Ces dernières années, le 1^{er} Mai, la police savait se faire discrète et laisser la rue aux familles militantes et à leurs déambulations routinières. Pour la CGT, la FA, la CNT et ailleurs pour les Lepénistes, il en fut ainsi. Les tranquilles lithurgies annuelles se déroulèrent sans encombre. Pourtant, le matin, la place de la Concorde était noire de CRS, pour quelques centaines de personnes qui, à l'appel des 250, manifestaient contre Le Pen. Lorsque la préfecture veut vraiment interdire un rassemblement, elle déploie d'énormes moyens pour parvenir à ses fins. Lorsqu'il s'agit de provoquer les débordements d'une manifestation, afin de s'offrir le prétexte de quelques interpellations, elle sait aussi tirer les ficelles.

L'après-midi, non loin de la place de la Réunion, un cortège assez consistant d'antifascistes défilait dans une atmosphère plutôt bonhomme. La simple vue d'un cordon de CRS, interdisant le parcours prévu, déclencha une errance désorientée



et rageuse dans de petites rues. Quelques vitrines de banques, d'agences immobilières et d'intérim tombèrent ; d'autres, aussi, mais moins judicieusement choisies. Cela n'avait rien d'une émeute ni d'une révolte. S'il n'y avait eu provocation, le calme serait resté. Au bout d'une heure de course dans les ruelles, presque désertes, le piège se referma sur une

bonne vingtaine de jeunes, qui n'étaient ni les plus agressifs ni les plus aguerris. De ce 1^{er} Mai, une leçon est à retenir : sous ses formes les plus directes, le mouvement antifasciste radical est dans le colimateur des autorités. Cela ne peut qu'encourager à travailler dans ce sens.

Jacques Nilteb

Impossible Gaudino

Près de deux milliards et demi de centimes d'argent sale ont contribué au financement de la campagne électorale de François Mitterrand en 1988 : de l'argent récolté grâce au trafic d'influence et à la corruption. L'amnistie qui a suivi le scrutin présidentiel constitue donc une « première » dans notre histoire politique. Le chef de l'Etat s'est auto-amnistié !

Telle est la plus extraordinaire des révélations de l'enquête menée par Antoine Gaudino et Alain Mayot, deux inspecteurs de la brigade financière de Marseille. Leurs conclusions ont semé la panique au sommet de l'Etat et à la tête du Parti socialiste. Les députés, comme les hiérarchies judiciaires et policières, ont été mobilisés pour bloquer l'enquête et éviter aux corrompus de se retrouver devant les tribunaux.

Comment deux policiers de base, au hasard d'une enquête de routine, sont-ils parvenus à mettre en lumière ce qui était caché depuis des décennies ? L'utilisation de méthodes inhabituelles en matière de police financière, un sens aigu de la procédure judiciaire, un travail acharné et une volonté sans faille ont su déjouer les

LA VILLETTE Congrès de la Ligue des droits de l'homme

Les 13, 14 et 15 avril 1991, la Ligue des droits de l'homme tenait son 71^e congrès dans une salle de la Cité des sciences de la Villette à Paris.

Après sept années de présidence, Yves Jouffé, pour des raisons de santé, ne brigua pas un huitième mandat. Le onzième président sera une présidente. En effet, Madeleine Reberioix, historienne bien connue des lecteurs du *Monde libertaire* succéda à ce poste à Yves Jouffé.

Les débats de politique générale au cours du congrès furent essentiellement marqués par la situation de grande tension créée au sein de la LDH par la guerre du Golfe. Fallait-il ou non rejoindre le camp des « pacifistes » ? Question cruciale qui faillit provoquer l'éclatement de la Ligue comme en 1938 au moment de Munich.

Dans une résolution sur le Golfe, la LDH réaffirme qu'elle reste très attachée aux solutions négociées (quel dommage qu'elle ne l'ait pas fait dans la rue !) et précise : « Agir pour la paix, c'est poser dès maintenant, notamment avec les syndicats concernés, le problème de l'alternative à la production et à la commercialisation des armes en France même, et au niveau international afin d'ouvrir la perspective d'un désarmement contrôlé. »

Dans le cadre de la résolution générale, la LDH « exprime son inquiétude quant à la situation des étrangers en France ». Elle constate que « les efforts (...) en faveur de l'intégration ne suffisent pas à compenser des pratiques administratives et des dispositifs légaux insécurisants pour tous les étrangers. »... La LDH s'élève contre toute remise en cause du droit au travail des demandeurs d'asile. « Entre les tenants d'une ouverture générale des frontières et une politique gouvernementale accrochée au dogme irréaliste de la fermeture des frontières, la LDH refuse de faire de notre pays une forteresse assiégée. » Position difficile à tenir. Où se trouve la règle du jeu ?

Y.P.

manœuvres du pouvoir politique. Ses mensonges mis à nu, le pouvoir a bâti en hâte des textes destinés à se protéger et à sanctionner le principal enquêteur, Antoine Gaudino !

« Dans quelle démocratie, un gouvernement résisterait-il à pareil scandale ? » S'interrogent certains. Le policier Gaudino a, bien sûr, été viré de son travail. Il raconte son enquête dans un livre : *L'Enquête impossible*. Etonnant pour un flic !

Groupes Idée Noire de Grasse (Alpes-Maritimes)

N.B. Nous sommes un nouveau groupe anarchiste qui se forme sur Grasse, pour nous contacter, écrivez à : Idée Noire, 40, chemin de la Source, villa 132, 06130 Grasse.

Soulèvement pour en finir avec le sergent-marmiton Eyadéma

(suite de la Une)

l'administration coloniale française. En 1946, le CUT avait raflé la totalité des sièges lors des élections à l'assemblée territoriale. En 1952, le CUT avait boycotté le scrutin car l'administration comptait truquer les élections et avait créé l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN) en 1951 pour diviser.

Les journalistes français ont écrit que le coup de force de 1963 s'était fait en faveur de l'ethnie Kabyé du nord (NDLR : le président Eyadéma est Kabyé). Or, Olympio était originaire du nord puisque sa mère était tykossi, son père étant brésilien. La France a placé Nicolas Grunitzky à la présidence et le Kabyé Antoine Méatchi n'était que Premier ministre.

ML : Comment Eyadéma est-il arrivé au pouvoir et d'où venait-il ?

ANB : Etienne Gnassingbe, alias Eyadéma (3), était rentré d'Algérie en 1962, où il était sergent-marmiton. Il avait demandé avec une centaine d'autres démobilisés de l'armée française à être intégré dans l'armée togolaise qui n'était qu'un petit bataillon de 300 conscrits. Olympio ne voyait pas l'intérêt de créer une armée et portait toute sa politique sur le développement économique. Eyadéma a réparé des vélos puis est devenu chômeur. Les milieux d'affaires, en majorité français, ont poussé ces démobilisés à occuper le camp militaire de Lomé qui était ouvert au public et transformé en terrain de basket et de pique-nique. Déconfits, ils se sont alors rendus à la résidence d'Olympio, qui était sa propre villa et non gardée, et ils l'ont tué.

Les journalistes français ont parlé de « coup d'Etat militaire mené par des officiers ». Or, il n'y avait ni officiers ni militaires, mais une bande de mercenaires.

ML : Olympio a subi les foudres des milieux d'affaires et du gouvernement français car il voulait sortir du cycle néo-colonialiste, en voulant battre monnaie, en refusant de créer une armée. Le coup de force se passa en janvier 1963 et un accord militaire secret fut signé par l'Etat français avec ces débris de son armée coloniale. Cet accord a été utilisé en 1986 pour sauver le régime d'Eyadéma avec 200 soldats français, venus mater la révolte populaire.

« Eyadéma, était rentré d'Algérie en 1962, où il était sergent-marmiton. Il avait demandé avec une centaine d'autres démobilisés à être intégré dans l'armée togolaise. »

ANB : Citons aussi le soulèvement du 22 novembre 1966 avec 300 000 manifestants exigeant la démission du Président Grunitzky, destitué par le coup d'Etat militaire de 1967. Le militaire le plus gradé et le plus âgé, le colonel Dadjio, est devenu chef du gouvernement. Puis Eyadéma qui brigandait dans le pays et violait les fillettes, lui a demandé simplement de lui laisser sa place. Et Dadjio n'avait ni armes ni gardes du corps.

ML : Eyadéma a-t-il jamais eu un soutien populaire ?

ANB : Quand il a créé le Rassemblement du Peuple togolais, le parti unique, il a organisé une réunion publique au centre de Lomé. Les gens y ont été conduits de force. Il a parlé très longtemps. Personne ne bronchait. Son directeur de cabinet a demandé aux gens d'applaudir. Puis, il a fait appel à la police pour les y inciter. Depuis ce temps, cette pratique est restée.

Tous les gouvernements français ont su et savent qu'Eyadéma n'a jamais eu de vrai soutien populaire, y compris dans son ethnie kabyé, qui le méprise encore plus et dont il a peur. Ces derniers temps, il a essayé de payer des gens pour tuer des familles du Nord et incendier leurs maisons, sous prétexte de troubles ethniques, contre lesquels il était ultime garant. Cela s'est su, alors il a abandonné ce projet. Il vient de créer le commando Légitime défense au sein des gens du Nord contre les tueurs qu'il a lui-même engagés, afin de développer un climat de terreur, décréter l'état de siège et obtenir des soutiens extérieurs.

ML : Qu'est-ce qui a poussé les jeunes contestataires à mettre en péril leurs vies depuis 1990 ?

ANB : La contestation existait depuis août 1985, quand les jeunes plastiquaient des édifices publics pour attirer l'attention de l'extérieur. En septembre 1986, le gouvernement Chirac avait envoyé une armée et des Jaguar dans ce petit pays de trois millions d'habitants, alors que la population s'était organisée pour balayer celui qu'elle considère comme une ordure. Pourtant, il n'y avait aucun soldat ghanéen ni burkinabé parmi les révoltés.

Aujourd'hui, le peuple est encore plus affamé. En juillet et en août 1990, des arrestations ont eu lieu. Lors du massacre du 5 octobre 1990, Eyadéma lui-même a arrosé les manifestants de balles de son hélicoptère et a été photographié. Vingt-sept personnes ont été tuées. C'est un monstre que la France maintient au pouvoir !

ML : Y-a-t-il une information qui circule sur le vent de démocratisation et de révolte soufflant en Afrique ?

ANB : Depuis six mois, la presse a été libéralisée. Personne ne lit la presse officielle, mais tout le monde se rue sur les kiosques. Ceux-ci vous deman-

dent si vous voulez du « saucisson » : les journaux ne peuvent pas tout publier, des informations et des pamphlets sont donnés avec le journal sous forme de tracts.

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Carlo-Caffiero de Paris)

(1) Le Togo du sergent-en-général, éditions Lescaret, et vient de faire paraître chez le même éditeur Quel avenir pour l'Afrique ? ouvrages disponibles à la librairie du Monde Libertaire.

(2) A.N. Bonin a payé de sa main un grand nombre de journalistes occidentaux lorsqu'il était au service forcé d'Eyadéma.

(3) Le 2 février 1963, Gnassingbé s'est affublé à la radio de ce nom qui signifie « le seul courageux parmi les hommes » en kabyé.

Sur Radio-Libertaire (89.4 FM), écoutez chaque vendredi, de 16 h à 17 h, « Kumbi 1 » et de 21 h à 22 h 30, « Kumbi 2 »... Les rendez-vous des villages africains en France.

Infos suisses

Elections. Voilà que le week-end du 20/21 avril, les électeurs genevois ont repris le chemin des urnes, à l'occasion de l'élection des conseillers administratifs (exécutifs des communes). Une alliance rouge-rose-verte, entendez entre communistes, socialistes et écologistes, occupera désormais trois des cinq sièges au gouvernement de la ville. Du jamais vu depuis la guerre ! Et, qui croyez-vous, a été littéralement plébiscité par les électeurs ? C'est le communiste, l'actuel maire de Genève (le poste de maire est purement représentatif, occupé à tour de rôle par chacun des conseillers administratifs) qui a devancé tous ses concurrents. La presse de droite, autant dire tous les quotidiens de la place, n'est pas loin de parler de désastre national. La scribe de service du Parti libéral au *Journal de Genève* n'hésite pas d'écrire qu'il va falloir « se préparer à affronter le choc psychologique que cela représente pour l'image de Genève ». Certes, des villes comme Zurich et Lausanne sont aussi dirigées par des majorités rose-verte, mais si on peut tolérer à la rigueur des sociaux-démocrates bon teint et des Verts pastèques pas trop rouges à l'intérieur, comment expliquer dans les dîners en ville que la vitrine internationale de la Suisse, la Mecque calviniste, se compromette ainsi avec le mal absolu ?

La simple idée qu'une majorité de la population puisse en avoir marre de ne jamais recevoir que des miettes de cette Genève du fric et de la frime, tout en subissant l'essentiel de ses nuisances, n'effleure évidemment pas nos beaux esprits.

Bien sûr, l'illusion n'est pas de mise. Une dose, même extraordinaire, de bonne volonté au nouveau conseil administratif ne suffira pas à changer le cours des choses. Les puissances du fric se ressaisiront et trouveront rapidement la parade pour s'opposer à tout changement, aussi modeste soit-il. Il n'empêche, leur désarroi, même momentané, fait plaisir à voir.

Enseignement. Cinquante-deux pour cent d'étudiantes, un peu plus d'un tiers parmi les assistants, mais seulement 5% de professeurs ordinaires, telle se présente la situation actuelle des femmes à l'université de Genève. Ni la volonté du conseiller d'Etat chargé de l'éducation (l'instruction est du ressort des cantons, il n'existe pas de ministère fédéral) ni l'esprit d'ouverture du rectorat ni même l'ancrage du principe d'égalité entre hommes et femmes dans la constitution depuis dix ans n'ont réussi à renverser les rapports des forces au sein de l'alma mater.

Certains mouvements féministes n'ont cessé depuis des années d'exiger l'introduction des quotas, mais en dehors des groupements concernés, la solution proposée n'a guère soulevé l'enthousiasme. Quelques députés ont bien déposé un projet de loi qui aurait obligé les facultés d'accroître tous les quatre ans la proportion des postes attribués aux femmes de 5% ; d'ici trente-deux ans, les femmes auraient ainsi constitué 40% du corps professoral.

Les opposants, avec le rectorat en première ligne, ont mis l'accent sur les effets pervers qu'un système de quotas ne manquerait pas de produire dont, surtout, la dévalorisation de l'image des femmes professeurs. Par ailleurs, un tel système pourrait même aller à l'encontre du but visé en bloquant, par exemple la nomination de femmes supplémentaires. Ainsi, la faculté de médecine vient-elle tout juste de nommer deux professeurs femmes ; le quota prévu pour les quatre années à venir serait d'ores et déjà rempli, ce qui pourrait servir de prétexte pour ne pas engager d'autres femmes avant la prochaine période.

Tout le monde s'est finalement rangé derrière une solution de compromis qui prévoit l'instauration d'un choix préférentiel, à compétences égales, en faveur « de la personne qui appartient au sexe sous-représenté dans la subdivision concernée ».

Si cette solution donne satisfaction, l'université genevoise pourrait une nouvelle fois faire école, comme ce fut le cas il y a quelques années lorsque, grande première en Suisse, elle décida d'accepter à certaines conditions des étudiants et étudiantes « non porteurs d'une maturité » (Baccalauréat).

De notre correspondante helvétique



Septembre 1986, la France vole au secours du régime togolais. © AFP

ALLEMAGNE

Le capitalisme se met au vert !

A partir de l'exemple allemand, l'article ci-dessous relance le débat sur la fonction « écologique ».

Au siècle dernier, ce n'était pas un plaisir d'habiter un quartier ouvrier : une toilette pour 200 familles, l'air très pollué... Depuis, les conditions de vie ont beaucoup changé. Certes, l'air est devenu plus propre à Manchester, mais par contre il y a de nouveaux produits toxiques et de nouveaux dangers !

En utilisant la notion abstraite d'« environnement », les bilans du Club de Rome, Global 2 000, Worldwatch et tous ces analystes scientifiques refusent d'admettre que ces changements sont le résultat de luttes sociales. Ils ne présentent pas le problème de la pollution de l'environnement comme problème des conditions de vie concrètes mais comme « problème pour l'humanité ».

Les luttes

A la fin des années 60, il existait un réel mouvement d'envie dans différents pays : Black Panthers, lutte contre la guerre du Viêt-Nam, groupes hippies, grèves, agitation estudiantine de Mai 68, les femmes. Ce mouvement était aussi écologiste, mais pas dans la signification actuelle du mot ; pas avec un sujet isolé - « protection de l'environnement » - mais écologie comme critique fondamentale des conditions de vie dans le système capitaliste.

Le mouvement écologiste actuel est donc né dans les années 70. Beaucoup parmi nous ont participé aux luttes contre la destruction de l'environnement. La plupart, il s'agissait d'empêcher la réalisation de grands projets : centrales nucléaires, usine de retraitement de déchets nucléaires à Wackersdorf, le Startbahn West (nouvelle piste d'atterrissage de l'aéroport de Francfort qui a coupé en deux une forêt).

La confrontation directe était au centre de nos actions.

On n'a parlé que d'une manière abstraite de l'ensemble des relations entre la destruction de l'environnement, la classe ouvrière et le système capitaliste. Qui de nous, en 1985, à la Startbahn West, dans la fumée des gaz lacrymogènes, aurait eu l'idée de travailler avec les ouvriers de l'aéroport de Francfort et de réfléchir comment on pourrait arrêter les chaînes roulantes ?

Dans les initiatives contre de tels projets on trouvait des gens de toutes origines sociales. Ils ne s'organisaient pas en tant que travailleurs mais en tant que citoyens, habitants d'un quartier, voisins d'une usine polluante...

Aujourd'hui, dans le mouvement écolo, la revendication prolétarienne pour une meilleure vie est séparée du contexte, de la lutte contre le travail. Les propositions des écolos sont surtout fondées sur la renonciation (consommer moins), sur l'économie (ne pas gaspiller) et sur plus de travail. Ainsi elles restent dans cette même logique capitaliste sans tenir compte des conflits de classes.

Entre temps, même les politiciens et l'industrie sont devenus « écologistes ». On ne construit plus de grandes usines

polluantes, mais des industries « propres » et modernes de la société « high-tech ».

Mais la vraie raison de ces restructurations n'est pas la pollution mais la lutte de classe qu'on a voulu diriger dans les voies de l'innovation capitaliste.

Avec cette utopie du « capitalisme écologique », le capital a réussi à faire accepter des innovations et à se renouveler.

Ce renouvellement est basé sur la capacité du capitalisme de reprendre à ses propres fins la créativité des ouvriers et à l'utiliser pour la modernisation de la production ou pour la création d'une nouvelle idéologie. Ce qui avait été considéré comme utopique chez les hippies et babas est devenu aujourd'hui - en partie - le programme des gouvernements, mais le résultat est très loin des motivations anticapitalistes des inventeurs. Les hippies avaient également critiqué la densité et le stress dans les villes -, cette critique est devenue l'idée directrice des urbanistes : la décentralisation, les petites entités, les espaces verts... L'énergie solaire devient l'énergie de l'avenir : ce n'est certainement pas un hasard qu'à Wackersdorf, après avoir abandonné l'idée d'y construire une usine de retraitement des déchets nucléaires, une usine de fabrication de matériel pour capter et transformer l'énergie solaire sera construite.

Ces dernières années, dans la plupart des entreprises, des postes ou des commissions ont été créés. Ils sont chargés de veiller sur la protection de l'environnement.

Le capitalisme écologique

Pour le recyclage, sa raison d'être n'est pas un manque de matières premières, mais il constitue un moyen aussi pour s'attaquer aux salaires « trop élevés » dans les industries de base : fer, matières plastiques, métallurgie, uranium... Il est encore un moyen d'intégrer au marché du travail des petits emplois : récupération du verre, du papier...

Ce système d'assortiment des déchets des foyers est ainsi accepté dans les quartiers où habitent les couches moyennes, mais dans les quartiers prolétaires, la population n'utilise pas ces conteneurs de récupération. Comme c'était prévu. Si alors les prolétaires chient sur l'écologie, s'ils s'en foutent complètement, s'ils n'ont pas de « conscience écologique », cela est dû à l'expérience que l'écologie du capital ne change rien à leurs conditions de vie et de travail. Ce n'est donc pas surprenant.

Comment faire pour que les ouvriers se battent contre l'air pollué, contre la mauvaise qualité de l'eau, contre toute la pollution sans accepter les solutions capitalistes ? Sans se laisser intégrer dans des institutions ? Sans que leurs initiatives sont reprises par le capital et tournées contre eux ? Qu'est-ce que l'écologie dans le « tiers monde » ? Qu'est-ce qui se passe dans les régions sinistrées de l'Europe de l'Est... ?

Maintes questions qu'il nous reste maintenant à trancher !

Traduction de Boubou (gr. Humeurs Noires de Lille)

N.B. : lire aussi en page 7 : « Ecologie : «équivocologie», de Thierry Maricourt.

Infos néerlandaises

L'Europe bouge - et pas seulement celle des banquiers. Nous vous proposons cette semaine la revue de presse des libertaires néerlandais. Chronique douce-amère du pays de la tolérance.

9 février, l'Onderbroek, discothèque alternative installée dans un squatt de Nijmegen a fêté ses 5 ans d'existence.

12 février, le squatt Vrankrijk d'Amsterdam a reçu une lettre d'huissier annonçant que ses habitants ne seraient pas obligés de quitter les lieux le 1er mars, comme cela était prévu. Par retour de courrier, ceux-ci ont saisi l'occasion pour demander l'achat du bâtiment, en vue de l'autogérer.

15 février, action de l'association de lutte contre le sida, ACT-UP d'Amsterdam, à Amstelveen, où se trouve la compagnie Philip Morris ; ceci pour dénoncer le soutien apporté par cette société à Jesse Helms, candidat anti-avortement et anti-homosexuels aux Etats-Unis.

16 février, action à la gare d'Amsterdam-Sloterdijk contre le passage de trains de munitions en provenance d'Allemagne.

20 février, début du procès de deux membres de l'IRA à Roermond.

25 février, commémoration annuelle à Amsterdam de la grève de 1941 contre la rafle et la déportation des juifs.

4 mars, découverte en Irak de matériel fabriqué par la compagnie Oldé Delft.

5 mars, un meeting est organisé à Rotterdam par l'organisation anarcho-syndicaliste Vrije Bond. Le thème du meeting porte sur la libération de l'économie.

6 mars, des élections provinciales ont lieu. Le taux de participation est de 52,1%. Il n'a jamais été aussi faible.

8 mars, à l'occasion de la journée des femmes, quelques petites initiatives au niveau local sont organisées : fêtes et meetings.

13 mars, l'Allemagne, ainsi que les Pays-Bas, souhaitent annuler le projet de centrale à fusion nucléaire de Kalkar en Allemagne. Bonne idée !

16 mars, comme chaque troisième samedi du mois, se tient une réunion du LAS (réseau « national » de coopération anarchiste) à Arnhem.

Le 16 mars également, les chiffres du

recensement sont dévoilés : les Pays-Bas comptaient officiellement 15 010 000 habitants au 1er janvier 1991, avec 198 000 naissances pour l'année 1990.

18 mars, Environ un million de personnes dispose d'un revenu inférieur au salaire minimum (1 500 florins, soit 4 500 francs). Le minimum social est lui de 1040 florins, soit 3 100 francs. Cinq pour cent des habitants sont des immigrés. Douze pour cent des chômeurs sont des immigrés. Quarante-cinq pour cent des immigrés sont au chômage.

Le 18 mars également, on apprend que de nouvelles discussions au parlement ont lieu sur la mise en service de la carte d'identité. A chaque fois, de nouveaux arguments sont avancés pour la faire accepter, du genre : c'est obligatoire pour les étrangers, pour éviter la discrimination, pourquoi ne pas l'étendre à toute la population ? Ou encore : le parlement européen va l'imposer. D'ailleurs, la plupart des autres pays d'Europe utilisent déjà des cartes d'identité depuis longtemps.

Toujours le 18 mars, heurts entre le GSD (service social communal) de Leuwarden et le gouvernement au sujet

de l'utilisation obligatoire d'emplois sous-payés, les *jobpools*.

Encore le 18 mars, les tests de grossesse sont maintenant autorisés sur simple demande.

19 mars, un débat au parlement est organisé sur le problème du contrôle à la frontière, par les autorités allemandes, des femmes qui viennent avorter aux Pays-Bas. Le parlement européen annonce que le contrôle va cesser.

23 mars, un groupe kurde occupe pendant quelques heures l'ambassade d'Irak, pour dénoncer le fait que cette ambassade ne représente pas tout le peuple d'Irak.

Toujours le 23 mars, il est annoncé officiellement 354 000 chômeurs de plus entre décembre 1990 et février 1991.

25 mars, le ministre de l'Intérieur promet un rapport annuel sur le fonctionnement du BVD, la police secrète. Intéressant, non ?

26 mars, le parlement étudie un projet de flexibilité du montant de la retraite pour les hommes de plus de 65 ans. Des vieux flexibles, quelle horreur !

« A Infos - Pays-Bas », n°3

Traduction assurée par le groupe Humeurs Noires de Lille

ETATS-UNIS

Au pays de la liberté...

Le 6 décembre 1990, deux militantes anti-impérialistes, Laura Whitehorn et Linda Evans, ont été condamnées par une cour fédérale respectivement à 20 et 5 ans de prison pour « conspiration contre la politique extérieure des Etats-Unis ».

Linda Whitehorn avait été incarcérée à la suite d'un attentat perpétré contre le building du capitol, en 1983, pour protester contre l'invasion de l'île de la Grenade (Antilles). Cet attentat n'avait, rappelons-le, fait aucune victime. Ses 20 années de réclusion ne comprennent pas les 5 années de détention préventive.

Sa camarade, elle, s'est vue infliger cinq ans de prison en plus des... 35 autres années auxquelles elle avait déjà été condamnée pour d'autres motifs. La ligne de défense des accusées a été directement politique, ce que le juge a traduit par « terrorisme » et « menace pour la société ».

No comment !

Extrait de la revue américaine « Ecomedia », n° 91

ALLEMAGNE

Antifascisme : autocritique et perspectives

On a beaucoup écrit sur le travail antifasciste et les différentes façons de combattre le fascisme.

Depuis longtemps deux démarches coexistent. L'une prend la forme de manifestations pacifiques contre les fascistes et leurs organisations en faisant appel à l'Etat pour qu'il les interdise.

L'autre, poursuivie par les antifascistes radicaux, qui consiste à proclamer qu'on ne peut pas séparer la lutte antifasciste de la lutte contre l'Etat. Ce dernier étant largement responsable de son existence. Quelques-uns pensent même que l'Etat est déjà entièrement fasciste !

En adoptant cette dernière démarche, on devrait insister sur les aspects fascistes de l'Etat, et développer la même énergie contre les partis fascistes que contre l'Etat.

Mais ceci ne s'est pas fait. L'explication est simple : on s'est dit que la résistance contre les tendances fascistes de l'Etat faisait partie de la lutte contre l'Etat policier, lui-même, et le mouvement anti-impérialisme. Par conséquent, l'antifascisme radi-

cal s'est orienté uniquement sur la lutte directe contre les fachos, ce qui est aussi très important, mais cette orientation a rendu impossible une réaction immédiate et efficace envers la nouvelle loi anti-immigrés, par exemple.

Dans ce contexte, on ne peut que constater qu'il est dans l'intérêt de l'Etat que les organisations d'extrême droite attirent toute la résistance de la gauche radicale sur eux, les empêchant ainsi de lutter contre les logiques étatiques.

La naissance de la nouvelle « grande Allemagne » et sa politique rigoureuse envers les réfugiés nous a fait nous réveiller. La gauche radicale a pris conscience de cette nécessité. Et maintenant elle réagit en essayant d'empêcher ce que l'on peut encore, notamment dans ce domaine de l'immigration.

En résumé, on peut dire que la résistance contre la politique de l'Etat devient de plus en plus importante pour les groupes antifascistes. Leur priorité est contre l'impérialisme allemand.

Par contre, on n'a pas encore suffisamment discuté de la politique sociale et économique européenne. De même, il manque une analyse de la répression. En effet, ces vingt dernières années en Allemagne, l'appareil policier s'est largement renforcé permettant au pouvoir actuel de plus réprimer les minorités et les organisations de gauche radicales. Là aussi, nous avons à travailler.

Prise de position datant du 25 janvier 1991 et publiée dans A-Kurier de Berlin

Traduction de Boubou (gr. Humeurs Noires de Lille)

« Le Monde libertaire » a besoin de votre soutien. L'abonnement en est un... Merci !

CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE BENOÎT-BROUTCHOUX

Inventons des lieux anarchistes

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux (1-2, rue Denis-du-Péage, 59000 Lille) a déjà presque quatre ans d'existence.

Quatre années d'actions anarchistes au sein de la métropole lilloise. Pour un premier bilan, et pour vous décrire son fonctionnement nous avons rencontré Nicole Benyounès, actuellement présidente du Centre Benoît-Broutchoux et membre, par ailleurs, du groupe Alternatives anarchistes de la Fédération anarchiste, ainsi que des « Flamands Roses », groupe d'expression gaie et lesbienne.

ML : Lancer un centre culturel libertaire à Lille, il y a quatre ans, ne fallait-il pas être légèrement inconscient ?

NB : Sans doute. Mais il fallait surtout être persuadé qu'une action anarchiste doit se développer autour d'un lieu ouvert et autogéré, capable de fédérer de multiples initiatives de subversion. C'est ainsi que de 1987 à 1990, le CCL fut le lieu de rencontres et de coordination du groupe Benoît-Broutchoux de la Fédération anarchiste, de l'Union locale CNT, du groupe d'expression gaie et lesbienne « Les Flamands Roses »... Avec toujours un souci d'ancrage local, puisque faire de la politique débute dans l'animation des quartiers : le CCL servit d'espace de répétition à un groupe anarcho-punk (les Scraps) ou bien à une troupe de théâtre...

ML : Mais sur la métropole, il n'existait pas d'espaces de réunion ? Faut-il obligatoirement que les anarchistes achètent leurs quatre bouts de mur pour se sentir chez eux ?

NB : Ces quatre bouts de mur sont un espace conquis. Il faut bien comprendre, que se réunir dans des salles gérées par des adversaires politiques, c'est tout à la fois leur donner la possibilité de nous censurer, ou bien, lorsqu'ils ne le font pas, leur laisser tout loisir d'exhiber leur pseudo largeur de vue, leur pseudo souci du pluralisme, bref leur utilité politique et sociale. Nous avons effectivement décidé de ne pas faire ce cadeau à la municipalité Mauroy, de ne pas pactiser avec une équipe dont la gestion sociale nous paraît assez catastrophique. Alors, l'idéal du petit propriétaire n'est vraiment pas le nôtre, mais lorsqu'il s'agit de se doter des moyens (ici un lieu) d'une action politique sans concessions, on s'impose les sacrifices financiers et humains nécessaires à la lutte. L'objectif, c'était l'indépendance, car depuis Fernand Pelloutier, les libertaires savent bien que seule l'autonomie autorise l'action politique radicale. En ce sens, le Centre culturel libertaire

Benoît-Broutchoux s'inspirait et souhaitait revivifier le mouvement des Bourses du travail.

ML : Enfin, est-il possible, à partir de cet espace, le CCL, aux moyens quand même limités, de se faire entendre comme anarchistes ?

NB : Je le crois, justement parce que le CCL n'est pas un espace, mais un dispositif. C'est vrai qu'entre ses murs se tiennent, à la fois, la permanence des différents groupes déjà cités, des réunions publiques extrêmement diverses, une bibliothèque, une librairie et un centre de documentation et d'expositions (depuis deux mois, l'exposition Gaston-Couté a pris le relais de celle sur l'anarcho-syndicalisme dans le Nord et celle sur l'Espagne libertaire...), mais nous parlons de dispositif car le centre est continuellement en prise sur l'animation extérieure. Il assure depuis quatre ans l'émission « La voix sans maître », tous les vendredis soirs de 20 h 30 à 22 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Il a également animé une rétrospective Pasolini, en collaboration avec les cahiers *Gai-Kitsch-Camp*, les cinémas Le Méliès et Le Kino et l'Institut culturel italien, où nous nous sommes attachés à montrer la dimension révolutionnaire de son œuvre. Quatre conférences pour une audience d'environ 1 000 personnes, voilà une belle popularisation des thèses anarchistes. D'autant que l'action s'inscrit là dans une dynamique. L'an dernier, nous animions, pendant le Festival des Trois Mondes,

« Le CCL n'est pas un espace clos où l'on se réfugie frileusement dans l'entre-soi anarchiste, comme en dehors du monde. C'est un dispositif de rassemblement. »

un débat sur l'autogestion dans les pays du Sud après le film *Quilombo* du cinéaste brésilien Carlo Diegues. Alors, tu le vois, le CCL n'est pas un espace clos où l'on se réfugie frileusement dans l'entre-soi anarchiste, comme en dehors du monde. C'est un dispositif de rassemblement sans doute, mais c'est aussi une sorte de base pour des « raids » anarchistes dans la vie culturelle et sociale locale.

ML : Pourtant, vos conférences, qui tentent sans doute depuis quatre ans d'inscrire l'anarchisme dans le présent, ne s'adressent-elles pas en premier lieu, à des sympathisants libertaires ?

NB : Oui et non. Bien sûr, lorsqu'avec Marc Prévotel nous débattons de l'anticléricalisme, lorsqu'avec Jean-Marc Raynaud et Claude Sigala nous explorons les voies d'une éducation libertaire, ou bien quand avec Gaetano Manfredonia et Willy Pelletier nous rappelions les bases élémentaires de l'anarchisme, nos conversions essentiellement avec des sympathisants. L'audience s'était élargie, quand avec Hélène Hernandez et B. Lacroix, professeur de Science politique à Paris X, nous question-

nions les mouvements étudiantin et cheminot de 1986-1987, ou quand avec le Syndicat des Avocats de France nous tentions d'apercevoir concrètement de nouvelles organisations du monde social, ou encore lorsqu'avec Vladimir Borissov, puis avec Alexandre Tchoukaïev nous montrions les limites de la perestroïka et les chances d'une renouveau libertaire à l'Est. Mais, quand par exemple, dans la rue, nous dénoncions par tract la venue de Bernard-Henry Lévy dans le Nord, cet intellectuel poseur et conservateur, ce n'était pas les seuls anarchistes qui étaient ciblés.

ML : Question embarrassante : le Centre culturel libertaire fonctionne-t-il vraiment de manière libertaire ?

NB : N'évacuons pas le débat et distinguons deux phases : c'est vrai que durant trois ans, le CCL, dont les locaux furent achetés par un membre du groupe Benoît-Broutchoux et aménagés collectivement par le groupe, fut essentiellement animé et géré par ce groupe de la FA. C'était pratique, c'était difficile. Mais en théorie anarchiste, ce n'était pas pleinement satisfaisant, d'abord parce que qu'il existe deux groupes de la fédération anarchiste sur Lille, et d'autre part, parce que des associations utilisatrices du centre se doivent évidemment d'avoir voix au chapitre. C'est pourquoi, nous avons décidé d'initier une nouvelle formule ouverte et autogérée. Maintenant, le centre est géré par l'Union locale CNT, les groupes

Alternatives anarchistes et Humeurs Noires de la Fédération anarchiste, « Les Flamands Roses » et l'Association zairoise pour le développement et les libertés (AZADEL), ainsi que par de nombreux individuels FA et sympathisants libertaires. Donc, le centre est, aujourd'hui, plus que jamais ouvert, et plus que jamais anarchiste. Si un réseau (fédéralement organisé) de lieux libertaires de ce type pouvait nationalement, comme internationalement, se construire, il ne fait aucun doute que nous aurions déjà réussi à inscrire l'anarchisme en actes et au quotidien et que nous disposerions de bases très efficaces pour l'action.

Propos recueillis par Cécile Coeffe

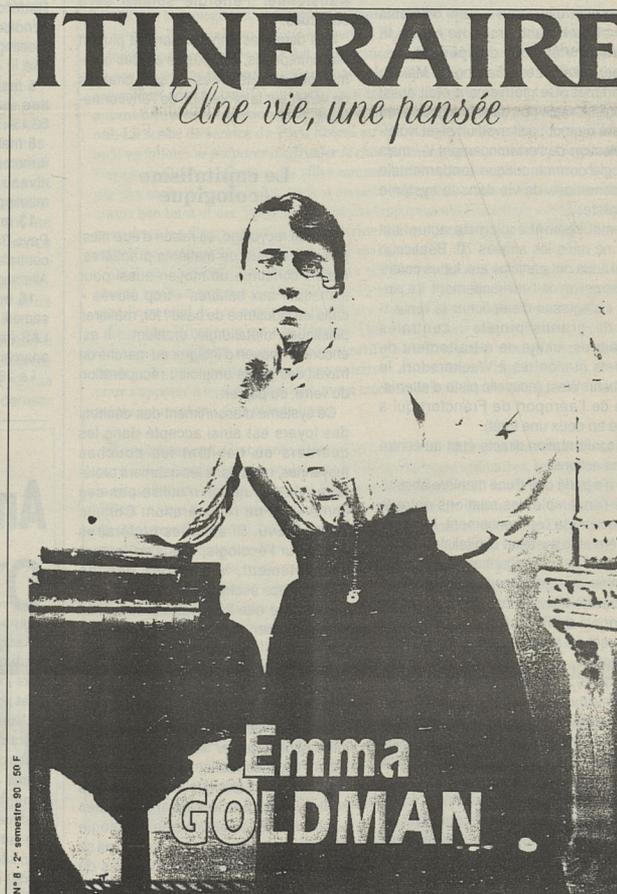
Parution du nouvel « Itinéraire »

La revue « Itinéraire », n° 8 (2^e semestre 1990), consacrée à la vie et l'œuvre d'Emma Goldman, vient de paraître.

On peut se la procurer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 50 F (+ 5,70 F de frais de ports).

Une solution pratique... l'abonnement : - 2 n° : 70 F ; - 4 n° : 130 F ; - soutien... à votre bon cœur.

« Itinéraire », 1, bis rue Emilie, 77500 Chelles.



« Pour moi l'anarchisme n'était pas une théorie applicable dans un lointain futur, mais un travail quotidien pour se libérer de ses inhibitions, les nôtres et celles d'autrui, et abolir les barrières qui séparaient artificiellement les gens. »

Emma Goldman

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

- Jeudi 9 mai**
 - « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : émission pacifiste.
- Samedi 11 mai**
 - « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : forum des Editions ouvrières avec Robert Brécy.
 - « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
 - « Onde de nuit » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.
- Dimanche 12 mai**
 - « Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre pensée.
 - « Folk à lier » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
 - « Tribuna Latinoamericana » (18 h - 20 h) : la culture cubaine, avec pour invités : Alfredo Rodriguez, pianiste, qui viendra parler de la musique afro-cubaine, et Sergio Giral, réalisateur cubain.
- Mardi 14 mai**
 - « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : les concerts printaniers.



Concert de soutien à Réflex et au SCALP
ROCK POUR LES ANTIFASCISTES

Samedi 11 mai, à 18 h, avec Numéro 6, The Informers, Down Bylan.

Dimanche 12 mai, à 18 h, avec Chatterton, Carré Blanc pour Série Noire, Ze Six.

14, rue de Nanteuil (M^o Plaisance), 75015 Paris. Tél. : 42.50.99.43.



FORUM...

avec Robert Brécy, auteur des ouvrages « Des chansons de la Commune » et de « La Muse rouge », parus aux Editions ouvrières, le samedi 11 mai, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Christian PACCOUD Samedi 11 mai, 21 h 30, au « Pain, Roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan.

POLAR

« A louer sans commission »

Didier Daeninckx, éditions Gallimard

Paris n'est plus Paris ! Si l'excellent Bastille Tango de J.-F. Vilar plongeait l'amateur de polar dans le vieux quartier de la Bastille, Didier Daeninckx choisit le dix-neuvième arrondissement en proie, lui-aussi, à la rénovation.

Les vieux quartiers disparaissent et deviennent le terrain de jeu des promoteurs de la COGEDIM ou des Nouveaux constructeurs, dont la particularité est de construire les mêmes immeubles en béton avec en façade la même mince couche de pierre de taille ou de verre fumé, au choix ! Remarque on peut aimer les faux temples gréco-romains. Mais à force d'en retrouver de Cergy à Antony ça lasse ! Ce n'est assurément pas le cas du dernier roman de Daeninckx. dans un Paris de l'été 1990, l'été du Golfe et des tentes de squatters, il entraîne son lecteur adolescent (ou adolescent attardé) à la quête de l'identité de Monsieur X ; brochant au passage des portraits instantanés criant de vérité, tel Disque dur. Un seul reproche : pourquoi en veut-il tant aux concierges, allant même jusqu'à citer le dicton d'un vieux graveur anar : « les concierges sont des locataires qui, pour faire l'économie du loyer, deviennent les chiens de garde des propriétaires ». La mienne est très bien. Elle remet bien proprement mon Monde libertaire sous sa bande d'abonnement après l'avoir lu... En résumé, un petit cru Daeninckx qui se laisse déguster !

Jean-Marc Mercader (gr. de Fresnes-Antony)

N.B. : A louer sans commission, Didier Daeninckx, éditions Gallimard, collection Page blanche. Prix : 58 F. Vendu à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico). Quant aux amateurs de vraie banlieue, ils ne doivent pas rater les dessins au fusain de Tardi et les textes de J. Vautrin dans Tardi en banlieue, éditions Castelman. Prix : 85 F.

LEO FERRE



**SAMEDI 1^{er} JUIN
 20 H PALAIS DES SPORTS
 RADIO LIBERTAIRE**

1, place Porte de Versailles - 75015 Paris

GALA EXCEPTIONNEL

BILLETTS :
 130 F sur réservation au 145, rue Amelot 75011 PARIS - 48.05.34.08

100 F au porteur de la carte d'auditeur de Radio Libertaire.

150 F sur place. Il est prudent de réserver ses places rapidement.



F. A.
 145, rue Amelot 75011 PARIS
 Tél. : 48.05.34.08

CONCEPTION : J.-F. GRAY
 MAQUETTE : BRUNO BISSAL
 TEL. : 48.05.34.08
 PHOTO : A. VERMOREL

TLP-Dejazet, 41, bd du Temple, 75003 Paris

DON DANILO COMPANY
 Samedi 11 mai, à 20 h 30.

Prix : 100 F (collectivités : 80 F). Réservations au TLP, tél. : 42.74.20.50



Ecologie : « équivocologie »

Dans *L'Equivoque écologique* (éd. La Découverte) (1), Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont se sont attelés à un projet ambitieux : à l'heure où la protection de la nature, de l'« environnement », fait l'unanimité, les trois auteurs ont tenté de comprendre les raisons et les enjeux de ce consensus. Ils ont, pour cela, remonté aux sources de quelque-unes des idées maîtresses de l'écologie. Le résultat n'est pas sans intérêt, mais laisse cependant le lecteur sur sa faim.

FONT et Val, dans un sketch, proposent de bannir du langage le mot « consensus »... Il est vrai (mais pour des raisons quelque peu différentes de celles avancées par les humoristes !) que tout consensus est suspect. Et celui qui régit autour de l'écologie respecte la règle. Dans l'indispensable combat mené en faveur de la planète, de sa sauvegarde, se retrouvent les tenants de thèses parfois divergentes, sinon incompatibles. Entre les libertaires antinucéaires et les clients huppés de certaines boutiques d'alimentation « bio », entre les militants qui escaladent les cheminées des usines les plus polluantes et les prosélytes d'un nouveau retour à la « terre mère », il y a un monde... ! Même si tous s'accordent à préserver ce monde de la pollution.

Réduire la pollution paraît être un souhait commun, un leitmotiv, une évidence. Une

évidence, peut-être, mais dans quel but ? On se souvient des propos de certains responsables de la politique française en matière nucléaire. Refuser cette énergie signifiait, selon eux, s'éclairer à la bougie, se chauffer au bois. A l'opposé, d'autres frappés prennent cette boutade au pied de la lettre et entendent ramener l'homme à une condition pré-industrielle, à une ère supposée idéale de chasse et de cueillette... Sans oublier ceux qui tiennent l'homme pour un être nuisible, intrinsèquement, et en viennent presque à se réjouir lorsque survient une catastrophe écologique car ceci pourrait accélérer la disparition de l'espèce humaine. Sans homme, argumentent-ils, pas de pollution, donc, dans un premier temps, vive la pollution !

Où se situer dans ce fatras ? Peut-on se dire « écologiste » lorsque les établissements Rhône-Poulenc subventionnent des initiatives « écologiques » ? Un comble, pour ce groupe industriel qui est l'un des plus gros pollueurs ! Cette antinomie n'est pas sans évoquer nos vaillants militaires qui se prétendent « pour la paix »... L'écologie n'est-elle pas initialement « équivoque », comme l'affirment les auteurs, et ne peut-elle engrosser un nouveau monde totalitaire ?

« ...Pourrait se voir, par contre-coup, renforcée une autre voie qui travaille historiquement l'écologie. Celle-ci, au nom de la tradition, de la sacralisation de la nature et de la territorialisation des lieux sociaux, s'est toujours attachée à défendre, contre le cosmopolitisme, les particularismes identitaires et territoriaux. »

Des apprentis sorciers ne vont-ils pas nous programmer un monde propre, très propre,

aseptisé, comme le sont un peu ces cadres BCBG, rois de l'informatique, façon Waechter (2). Un monde où il ne faudra pas laisser traîner une revendication mal fagotée, un désir de liberté qui romprait l'« ordre naturel des choses »... ? Certains écologistes donnent froid dans le dos avec leurs relents de pétinisme. Les auteurs de *L'Equivoque écologique* s'en méfient à juste titre.

La terre, est une nouvelle fois le refuge, le rempart...

« Exprimant le désespoir des exclus dont l'avènement de la civilisation post-industrielle ne manquerait pas de multiplier le nombre et d'aiguiser les rancœurs, l'écologie pourrait alors être tentée de se replier sur ces mythologies, traditionalistes mais encore bien vivace. Elle accompagnerait ainsi la montée des nationalismes autoritaires, de la xénophobie et du racisme. Le fait que, dans plusieurs pays d'Europe, l'extrême droite cherche aujourd'hui à s'annexer l'écologie pourrait - et devra même - trouver sa place. Si le contenu subversif de nombre de revendications entretenues jusqu'à présent s'estompe, l'écologie risque malheureusement de concourir au renforcement de l'autorité. Les trois auteurs s'essaient à prévoir la distribution des rôles dans une société future, où la protection de l'« environnement » (encore un mot ambigu, qui sonne étrangement dans la bouche de Waechter et autres écologues newlook !) serait enfin prise en compte. Le scénario est pour le moins inquiétant.

Les sociologues Alphanéry, Bitoun et Dupont avaient précédemment publié *Les Champs du départ/Une France rurale sans paysans* ? (éd. La Découverte). Dans le nouvel ouvrage, ils examinent les diatribes de Maurras ou de Barrès et concluent que, « dans la France contemporaine, ce type de discours peut à nouveau se tenir en terre fertile ». Effectivement, et les clins d'œil répétés du Front national à l'adresse des agriculteurs, ces derniers temps, relèvent d'une stratégie réfléchie. La terre... le sol natal, auquel l'homme serait irrémédiablement lié... Alors que les valeurs s'effritent (du moins nous le serine-t-on partout), la terre - humus ou patrie, mais aussi planète - est une nouvelle fois le refuge, le rempart, fallacieux symbole contre le progrès et l'universalisme. « La terre, elle, ne ment pas », batifolait hier un maréchal sénile. La collusion qui s'opère entre un mouvement écologiste aux limites indéfinies et les propagandistes de l'extrême droite n'est pas accidentelle mais procède d'une logique qui n'a pas encore donné tous ses fruits (3).

Les auteurs de *L'Equivoque écologique* avertissent les lecteurs du danger, trop rapidement peut-être pour ne pas le présenter autrement que succinctement. Ils ont néanmoins le mérite de poser les principes d'une écologie qui ne buterait plus sur un écueil de la « tradition », basée sur ce qu'ils nomment un « optimum vital ».

« Cet optimum vital serait, notamment, fondé sur la recherche d'une redistribution mondiale des richesses et du travail, l'expansion des activités autonomes et non marchandes, l'intervention directe des citoyens

dans les affaires de la cité et une conception usufructière de l'action de l'homme sur la nature. Il devrait, croyons-nous, permettre d'échapper à la fois aux tentations d'un néo-communautarisme traditionaliste, y compris dans sa forme nationaliste et xénophobe, et à l'anomie de sociétés industrielles ou post-industrielles dont le caractère formellement démocratique s'accroît en même temps que leur dualisation effective. »

Une conception de l'écologie qui gagnerait à être entendue.

Thierry Maricourt

- (1) En vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 95 F.
- (2) Tout de même, René Dumont est d'une autre trempe que ce technocrate propre pour campagnes électorales télévisées ! « Nous affrontons une situation sans aucun précédent dans l'histoire de l'humanité », écrit-il dans *Mes combats* (Terre humaine/Plon, 1989). Cependant, nous continuons à vaquer à nos petites affaires : le sport-spectacle, « opium des peuples », les faits divers, les stars nous aident à oublier l'essentiel. » Pour René Dumont, la lutte écologique est une lutte politique, ce qui semble échapper aujourd'hui à bien des Verts...
- (3) A ce propos, cf. Christian Faure, *Le Projet culturel de Vichy* (éditions du CNRS/Presses universitaires de Lyon, 1989), qui s'étend longuement sur l'aspect « écologique » de la politique mise en place par le gouvernement de Vichy. Cf. également Philippe Pelletier, « Le danger éco-fasciste », in *Le Monde libertaire*, n° 814, 7 au 13 février 1991.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
Le groupe FA organise le samedi 11 mai, à 21 h, à la maison de quartier de Champfleuri, un concert avec le groupe Goun. Entrées 60 F et 40 F.

CACHAN
Une liaison existe à Cachan. On peut la contacter en écrivant aux Relations Intérieures, qui transmettront.

PARIS
Le groupe Louise-Michel participe à des ventes du *Monde libertaire* aux endroits suivants :
- marché de la rue Lepic (18^e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
- marché de la rue du Poteau (18^e), le dimanche, de 10 h 30 à 12 h ;
Aux Halles, côté porte Lescot, le samedi, à partir de 16 h.
Il est possible de rencontrer ses militants à cette occasion.

PARIS
Des groupes de la région parisienne, organisés en Union régionale, mettent à la disposition des sympathisants une bibliothèque, qui propose des ouvrages sur l'anarchisme. Ces ouvrages peuvent être empruntés. C'est une occasion de rencontrer des militants et de discuter avec eux de nos projets et de nos idées. La bibliothèque est ouverte tous les samedis de 15 h à 18 h, dans le local du groupe Louise-Michel, au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris.

SIGNES (Var)
Le groupe Région-toulonnaise de la FA tiendra un stand de presse le dimanche 19 mai, à partir de 9 h, à la fête de « Nature et Progrès », qui se déroule à Signes (commune située derrière le circuit du Castelet). Entrée libre !

PARUTIONS

BRIQUETS & BADGES
Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : A cerclé + dessin-surprise (rouge sur fond noir) à 15 F l'unité (12 F à partir de 10 exemplaires), des badges : « Vive l'anarchie » (dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », «...Et l'anarchie ? » (+ chat noir), « A bas les chefs », tous au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires (variés ou pas)). A commander à « Contre-Courants », la Ladrrière, 38300 Saint-Alban-de-Roche (chèques à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

AFFICHE
Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

AUTOCOLLANT
Le « A » cerclé rouge sur fond noir qu'édite le groupe Région-toulonnaise est à nouveau disponible. Prix : 2,30F l'unité (port compris), à partir de 25 exemplaires commandés. Chèques à l'ordre de Nappi. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PRESSE
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vient d'éditer le n° 3 d'*Encre Noire*. Il est disponible auprès du groupe, chaque dimanche en fin de matinée sur le marché de Vandœuvre, ou à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F.

Dix ans qu'on ne sème plus !

(suite de la Une)

avant sa guerre du Golfe. « *Qu'on en juge : aujourd'hui 10% des Français les plus riches possèdent 54% du patrimoine national...* » (3)

Si les « socialistes » au pouvoir se portent assez bien, malgré quelques crises ce n'est hélas pas le cas d'une minorité grandissante de nos concitoyens. Le « Revenu de Misère d'Insertion » (RMI) a fait son apparition. Les chômeurs sont toujours aussi nombreux : plus de 2,6 millions ! Les couloirs du métro parisien et les tentes d'Emmaüs restent les derniers refuges des sans-abri et des mal logés...

Certains y croyaient

Ne parlons même pas de l'internationalisme de nos chers gouvernants. Deux années après la répression en Chine, Roland Dumas s'est empressé de courir au devant des maîtres de Pékin. Hassan II reste « notre ami le roi ». L'Afrique, elle, une réserve à parachutistes... au cas où ! Pour conclure cette internationale « ouvrière », Mitterrand nous aura fait une jolie guerre bien « chirurgicale » : 100 000 morts irakiens.

Tout va pour le mieux. La révolution est enterrée. « *L'ennemi n'est plus le "riche". Il serait plutôt un modèle (...). Les chefs d'entreprises sont érigés en symboles.* » (4) L'ère des grands changements est révolue. La fin des idéologies est acquise. Le capitalisme bon teint peut régner. Même Jean-Paul II est d'accord : ni marxisme ni libéralisme excessif. Ok pour l'économie de marché, la propriété privée, le profit, mais cool le goupillon, pas d'abus... Parole de Pape !

La soft-démocratie, mâtinée de consensus pour les « branchés », la « galère », la misère pour les autres. Mitterrand peut être satisfait. Il laissera un souvenir inoubliable. D'ores et déjà, nous proposons de déclarer l'année 1991, l'« année Mitterrand », avec jour férié le 10 mai. Cela nous fera un pont supplémentaire pour nos week-ends prolongés !

Belle réussite, en somme, pour cet homme amoureux du pouvoir. Bel exemple pour les assoiffés du même vice... Il aura accédé au sommet de l'Etat en soutenant des idées de justice et d'égalité sociale pour les abandonner aussitôt. Rien de bien nouveau là, ce serait même habituel pour les tenants du pouvoir quelques qu'ils soient. Mais le pire, c'est que Mitterrand y croyait, et que ceux qui ont voté pour lui aussi. Véritable gâchis donc. Double gâchis, pas pour Mitterrand bien sûr, mais pour toutes celles et ceux qui espéraient, modestement, simplement, un changement réel dans leur vie. Evidemment, nous, les anarchistes, nous n'avions pas rêvé. En tout cas pas ce rêve-là ! Le 10 mai 1981, comme à chaque fois, avant et après, nous avons refusé la mascarade électorale. Seulement, nous sommes conscients que beaucoup y croient encore.

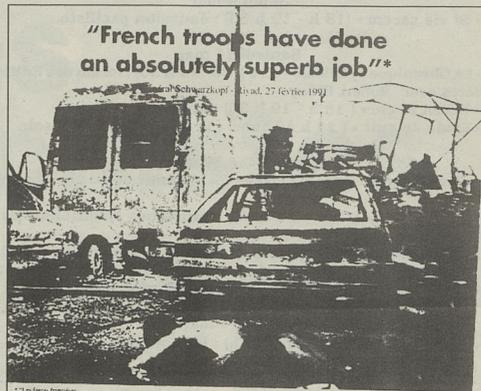
Ces idées de justice, d'égalité sociale et économique, d'entraide : liberté-égalité-fraternité... ce sont nos idées. Elles ont été dévoyées, méprisées dans les faits par Mitterrand et les « socialistes » au pouvoir. C'est d'autant plus regrettable que surgissent à nouveau ces mêmes forces réactionnaires, celles que nous combattons depuis des décennies : la droite extrême, la droite, les religions, les intégristes, les intolérances...

Dans un monde où le désordre fait loi, où les trois-quarts de l'humanité vivent dans la misère et l'ignorance, les « socialistes » français nous ont fait un beau cadeau : tout reste à reconstruire. Allons-y, mais surtout, vraiment c'est primordial, ne croyez plus au Père-Noël ni à « Dieu » ni à ses saints.

Alain Dervin

- (1) « Les années orphelines », *Politix* du 2 au 7 mai 1991, n° 138.
- (2) Dominique de Montvallon, *Les Cahiers de l'Express*, n° 9, p. 5.
- (3) Réduction des inégalités : échec et mat », José Da Costa, *le Monde libertaire*, n° 818.
- (4) Sylvie Pierre-Brossolette, *Les Cahiers de l'Express*, n° 9, p. 100.

Edition d'affiche



Les industriels de l'armement sont fiers de nous préparer la prochaine guerre



145, rue Amélot - 75011 Paris.

Le groupe 19^e-Nord de Paris vient d'éditer l'affiche ci-dessus (format 60X40). Prix : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires, et 1,10 F au dessus (Chèques à libeller à l'ordre de Publico).

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Dix ans qu'on sème plus ! Togo : soulèvement pour en finir avec le sergent-marmiton, Editorial.
- PAGE 2 : « La guerre qu'on voit danser... » avec Alain Gresh (fin).
- PAGE 3 : Autour du Premier Mai : A la découverte du Père-Lachaise, Sous le signe de la désunion syndicale, 1^{er} Mai de la CNT, L'anti-sophisme radical en point de mire, Impossible Gaudino, Congrès de la LDH.
- PAGE 4 : Togo : soulèvement pour en finir avec le sergent-marmiton (suite de la Une), Infos suisses
- PAGE 5 : Le capitalisme se met au vert en Allemagne, Antifascisme allemand : autocritique et perspectives, Infos néerlandaises Etats-Unis : au pays de la liberté...
- PAGE 6 : Inventons des lieux anarchistes (le CCL de Lille).
- PAGE 7 : « A louer sans commission » de Didier Daeninckx, Ecologie : « équivocologie », Sélection R-L.
- PAGE 8 : Dix ans qu'on sème plus (suite de la Une), Infos FA.

Les cours sur l'anarchisme

Les cours sur l'anarchisme reprennent après interruption cet hiver, pour cause de guerre. Ils se déroulent, comme d'habitude, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris. Voici l'énoncé du prochain cours. Mardi 14 mai, à 20 h 30 : « Le fédéralisme libertaire » (une autre manière de s'organiser dans la liberté).

Le dessin de la semaine

